

É D I T O R I A L

Marc Dauguet

La non-violence à l'épreuve de l'actualité.

A défaut de balayer notre intérieur dans lequel autant notre système de retraites que notre système scolaire ont semble-t-il besoin de dépoussiérage, les médias français nous invitent à regarder par nos petites lucarnes un monde qui se montre de plus en plus incertain, de plus en plus sombre.

A courte vue, c'est d'abord l'Europe qui tangué et dont le déchirement menace selon un axe Est/Ouest, et suivant lequel son « Nord » pourrait tout à coup lâcher son « Sud », comme si le dialogue européen reproduisait à son échelle le déséquilibre mondial, c'est-à-dire comme si l'exploitation et l'appauvrissement du Sud par le Nord avait déjà bien commencé à gangréner notre continent.

A moyenne vue, Moyen Orient : tout en semblant récurrents dans les reportages sur les violences quotidiennes, les événements se crispent autant sur des questions de déséquilibres politiques et économiques que sur la question de l'armement nucléaire.

Enfin, plus loin Shanghai, où dans la plus grande hypocrisie, les nations honorent l'invitation de la Chine pour une parade infantile mais terriblement humaine.

Mais ce balayage médiatique accéléré n'aspire pas tous les « organismes » et « micro-organismes » qui parasitent ce système impitoyable, au premier rang desquels on trouve bien sûr les ONG, puis les mouvements

et associations qui font de la dignité et des droits humains leurs raisons d'être et d'agir.

Face à cette mondialisation qui peut s'apparenter à une sorte de tempête planétaire puisque même le climat « s'y met », la voix de la non-violence a forcément du mal à se faire entendre et sa voie bien du mal à se faire emprunter.

Le thème du prochain Forum du MAN cet été sur la Non-violence en 2010 n'en est que plus opportun pour renforcer le mouvement sur le fond. Il doit aussi être l'occasion pour celui-ci de travailler à son adaptation structurelle, d'où l'importance aussi que les groupes répondent massivement au questionnaire que le CC vient de leur adresser.

Faire et refaire sans cesse de la place pour la non-violence dans la société est bien un enjeu politique d'actualité.

.....

S O M M A I R E

Désarmement nucléaire, de la com' ou du réel ?	2
Formation à l'Intervention Civile de Paix	3
Campagne « BDS »	4
Ecologie et non-violence : un couple indissociable	5
Etats Généraux de la sécurité à l'école	6
Forum d'été à Blois-le-Roi	7
Campagne du MAN : ça décolle !	8

● Tout le mois de mai, l'ONU accueille à New York les 189 États membres du Traité de non-prolifération nucléaire pour une «Conférence d'examen». Exercice difficile qui a lieu tous les 5 ans. Cette année c'est l'optimisme. Mais il y a une face cachée. Explication.

Désarmement nucléaire, de la com' ou du réel ?

C'est «l'effet Obama». A Prague en avril 2009, Barack Obama a dit vouloir faire du désarmement nucléaire sa priorité, mais avec une petite note critique qui en a froissé beaucoup : «cela n'arrivera peut-être pas de mon vivant». Évidemment les antinucléaires et pacifistes lui ont tout de suite souhaité une longue vie... Depuis cette date, de nombreux événements sont survenus avant que se tienne, ce mois de mai, la Conférence d'examen du Traité de non prolifération (TNP).

Avril 2010, les États-Unis publient leur «Nuclear Posture review», la nouvelle doctrine d'utilisation de l'arme nucléaire. Un grand effet d'annonce pour essayer de montrer que la doctrine a évolué, mais les exceptions montrent que rien n'a changé. Ainsi les «États-Unis n'attaqueront jamais avec leurs armes nucléaires les pays qui respectent le TNP»... mais l'Iran est nommé comme exception. L'Iran n'a pas apprécié.

Autre exemple : le gigantesque projet de nouvelle usine de Los Alamos pour fabriquer de nouvelles amorces au plutonium est financé, projet qui avait été annulé lors de l'investiture de Barack Obama. Conclusion simple : la négociation entre le Pentagone et la Maison Blanche a fait un perdant, c'est Barack Obama.

Autre «grand événement», le nouveau Traité START entre les États-Unis et la Russie. Signé en avril 2010 en grande pompe à Prague. Le nombre de missiles sera réduit à 800 et le nombre de têtes nucléaires à 1550. Dans 7 ans. Une réduction de 30 % par rapport à maintenant... qui ne change rien quant à la capacité de détruire plus de 10 fois la planète. Quant à l'état d'alerte, il est jugé satisfaisant. Les missiles peuvent partir en 30 minutes si un radar signale un missile non-identifié. Comme pendant la guerre froide. Autant dire que les deux puissances nucléaires dominantes n'ont rien changé quant au fond.

Pour cette Conférence d'examen du TNP, l'objectif du Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, est un plan en 5 points, avec une priorité, une Convention d'élimination des armes nucléaires qui préciserait des étapes de désarmement et des dates limites. Ce que le TNP n'est pas capable d'organiser, puisqu'il se limite au vœux que ce désarmement nucléaire soit mené «de bonne foi» sans plus de précision. Ce projet de Convention a été voté en Assemblée générale de l'ONU à une forte majorité voici 2 ans, il est soutenu par tous les pays du «Mouvement des non-alignés» et par un pays nucléaire de poids, la Chine. Mais les États-Unis et la France y sont totalement opposés. Autant dire que cette Convention ne sera pas évoquée dans les conclusions de la Conférence d'examen.

L'optimisme étant la règle de l'année, l'astuce va consister à décider de mesures souhaitables, avec le minimum de contraintes réelles sur les États nucléaires. Comme en l'an 2000 où 13 étapes avaient été décidées et dont quasiment aucune n'a été respectée. De nombreux projets d'étapes possibles voient le jour. La plupart de ces propositions peuvent être adoptées. Si quelques unes d'entre elles exigeaient des dates limites, ce serait un succès inespéré.

A mi-parcours de la Conférence d'examen, il n'est pas possible de savoir si les conclusions seront de véritables avancées. Il est clair que les pays nucléaires ne souhaitent pas une remise en cause de leur stratégie nucléaire. Tout au plus peut il être toléré des mesures de décroissance quantitative des arsenaux. Mais pour la France, même cette hypothèse minimale n'est pas à l'ordre du jour.

Cette Conférence d'examen devrait être un «grand succès» de com', et pour faire aboutir une Convention d'élimination, nous aurons encore du pain sur la planche.



Dominique Lalanne
15 mai 2010

do.lalanne@wanadoo.fr

● *L'intervention civile de paix (ICP) est un outil de gestion des crises qui s'inscrit fondamentalement dans une démarche philosophique et stratégique non-violente, avec pour objectif de faire coïncider la fin recherchée et les moyens employés.*

Formation ICP du 3 au 11 septembre 2010 (Poissy)



Cette intervention tend à faire diminuer les niveaux de tension ou de violence afin de permettre aux acteurs de paix locaux de travailler, en sécurité, dans un environnement de conciliation plus serein et rationnel.

Opérationnelle depuis les années 1980, l'ICP s'est fortement développée dans les années 1990 et consiste à envoyer en mission des volontaires civils qui participent, sur le terrain et auprès des organisations des sociétés civiles locales, à la construction de la paix et à la résolution non-violente des conflits. Les volontaires de missions ICP doivent donc être qualifiés et formés aux techniques non-violentes de régulation des conflits ainsi qu'aux fonctions spécifiques qu'ils auront à accomplir.

C'est à cette fin que le comité ICP, en collaboration avec le Collectif Guatemala, PBI France et Nonviolent Peaceforce, organise une formation annuelle d'une semaine avec pour objectifs principaux de présenter aux participants le concept d'ICP et de leur permettre d'en expérimenter les différentes dimensions.

Plus précisément, à la fin de la formation, les participants auront acquis une connaissance approfondie :

- des principes et valeurs-clés de l'ICP, à savoir : la non-violence, la position non-partisane et la sensibilisation au conflit ;
- des stratégies-clés pouvant être utilisées par les volontaires pour protéger les personnes et créer des espaces sécurisés afin que les civils transforment eux-mêmes leurs propres conflits ;
- des acteurs-clés sur le terrain, de leurs liens avec les autres acteurs et de leur rôle dans la protection des civils ;
- des conditions (locales, nationales et internationales) nécessaires à ce type d'intervention (les opportunités et limites de ce travail) ;
- des règles et des procédures minimum de la sécurité personnelle et collective.

«Une formation d'une semaine avec pour objectif principaux de présenter aux participants le concept de l'ICP et de leur permettre d'en expérimenter les différentes dimensions».

A travers plusieurs jeux de rôle, mises en situation, études de cas, partages d'expériences, exposés, conférences, ou encore projection de films, la formation permet aux participants de déterminer si l'ICP est un mode

de travail des conflits qui leur correspond et de se positionner sur un possible engagement professionnel.

Cette année, la formation (limitée à 20 participants) se déroulera du 3 au 11 septembre 2010 à Poissy (Yvelines). La date limite d'inscription est le 30 juin 2010.

Pour tout renseignement sur le prix, les modalités d'inscriptions, ou toute autre question, merci de contacter le comité ICP :

+33 (0)1 45 44 48 25
comiteicp@free.fr



● En juillet 2005, des Palestiniens décident de regrouper toutes les actions citoyennes dans une même campagne mondiale appelée BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanctions) pour exiger la fin de l'occupation, de la colonisation et le démantèlement du Mur.

Campagne

Boycott Désinvestissement Sanctions

Un appel est signé par 171 associations palestiniennes. Cet appel est relayé par des associations de solidarité (ou collectifs) dans le monde entier et par des associations israéliennes¹. Depuis l'opération « Plomb durci » d'Israël contre Gaza, il y a un an, de nombreuses associations à travers le monde dénoncent l'impunité dont jouit l'Etat d'Israël et constatent le manque de volonté politique de la Communauté internationale. La situation s'aggrave de jour en jour et la répression est toujours plus forte². Aussi y a-t-il une demande accrue des Palestiniens pour développer le mouvement international de solidarité à travers le programme BDS.

Le boycott de produits agricoles (et industriels) israéliens ne cherche pas à stigmatiser un Etat en soi, encore moins un peuple, mais bien la politique de cet Etat, politique d'occupation et de colonisation. L'objectif est qu'Israël respecte le droit international et les principes universels des droits humains. C'est pour cette raison que les deux dernières Conférences internationales de Bil'in en avril 2009 et 2010 encouragent cette action. En effet, l'occupation de la Palestine et la colonisation des Territoires Occupés sont contraires au droit international :

- la 4ème Convention de Genève interdit à toute puissance occupante d'installer des populations et d'exploiter le territoire occupé.
- l'accord d'association U.E.- Israël (signé en 2000) accorde à Israël des conditions douanières

privilegiées pour l'importation de produits dans les 27 pays membres de l'U.E. Mais ces avantages s'appliquent exclusivement aux biens produits sur le territoire de l'Etat d'Israël (art. 83).

Or, de nombreuses marchandises agricoles et industrielles déclarées israéliennes proviennent en fait des colonies établies dans les Territoires palestiniens³. Israël ne respecte pas ses engagements internationaux.

Cette campagne correspond à une tradition de résistance palestinienne non-violente et est un appel à la communauté internationale. Plusieurs groupes locaux du MAN (Lyon, Man Côte d'Or, Montpellier - action contre Agrexco -, Vendée,...) sont engagés dans cette campagne.

Le Comité de Coordination du MAN, lors de sa réunion des 10 et 11 avril dernier, s'est prononcé pour le soutien officiel de cette campagne par le Mouvement.



1. AIC (Centre d'Information Alternative), AATW (Les anarchistes contre le mur), Coalition of Women for Peace (Coalition des femmes pour la paix), Human Rights Watch, ICAHD (Comité israélien contre les démolitions de maisons), New Profile, Women in Black (Femmes en noir), Yesh Gvul, ...
 2. Pendant les trois jours de la 5ème conférence de Bil'in du 21 au 23 avril 2010, il y a eu un raid nocturne sur Bil'in, la destruction du jardin d'une maison palestinienne à Beit Jarra et un blessé grave, touché au front, lors de la manifestation pacifique du vendredi.
 3. Un arrêt récent de la Cour européenne de Justice (25 février 2010) a donné raison aux autorités douanières allemandes dans le conflit les opposant à la société Brita ; celle-ci contestait leur refus d'appliquer le tarif préférentiel accordé aux marchandises israéliennes au motif qu'elles étaient produites en Territoires occupés. Arrêt majeur qui doit faire jurisprudence.

Écologie et non-violence : un couple indissociable

● *Jean Dorst, dans son livre La nature dé-naturée, citait Théodore Roosevelt qui, dès 1908, lançait : « le temps est venu d'envisager sérieusement ce qui arrivera quand nos forêts ne seront plus, que le charbon, le fer et le pétrole seront épuisés, quand le sol aura été appauvri et lessivé vers les fleuves, polluant leurs eaux, dénudant les champs... ». Ce fut l'un des premiers messages d'écologie politique ! Qu'en est-il aujourd'hui ?*

1 – Considérons la démographie. Jamais, depuis que l'homme est présent sur la planète, le peuple des Terriens ne s'est accru à pareil rythme. On comptait, au début du XXe siècle, moins de deux milliards de vivants et, à la fin, plus de six milliards. En 2050, nous approcherons les dix milliards. Nous pourrions, certes, nourrir quinze milliards de Terriens, (un nombre que les démographes savent que nous n'atteindrons jamais), mais si nous produisons pour satisfaire nos besoins plus que des profits.

2 – Considérons l'allongement de la durée de la vie. Jamais, depuis que l'homme est présent sur la planète, le nombre de plus de 65 ans n'avait excédé le nombre des moins de 15 ans. Une fois le cap des dix milliards de Terriens approché, une autre ère s'ouvrira où l'homme devra apprendre à vivre avec des bébés et des centenaires. Ce sera une révolution culturelle. Pour que l'allongement de la durée de la vie soit considéré comme un bonheur, nous aurons à changer de regard ! L'homme ou la femme épanouis ne seront plus forcément jeunes et beaux.

3 – Considérons l'état de nos villes. Jamais, depuis que l'homme est présent sur la planète, plus d'un homme sur deux n'avait vécu en ville. Depuis 2007, c'est fait ! L'agriculture productiviste a vidé les campagnes. Le bidonville est la conséquence de choix économiques. L'homme fait partie intégrante de la nature et, s'il s'en sépare, il en souffre : ni le désert rural, ni l'habitat individuel éclaté, ni l'ultra concentration urbaine ne

conviennent aux sociétés. L'avenir humain dépendra de la diversité de nos modes d'habitat autant que de la diversité des espèces vivantes.

4 – Considérons la totalité notre espace de vie. Jamais, depuis que l'homme est présent sur la planète, il n'avait disposé du pouvoir de consommer plus que la Terre n'est capable d'offrir. L'empreinte écologique du modèle de vie occidentale, s'il perdurait, obligerait à exploiter plusieurs Terres à la fois ! « Le temps du monde fini commence » écrivait Paul Valéry dès 1944. Nous n'avons qu'une seule Terre. Elle a des limites. Nous ne pouvons compter durablement que sur ce qui est renouvelable.

5 – Considérons enfin nos ressources en énergie. Jamais, depuis que l'homme est présent sur la planète, il n'avait pu accéder à des énergies inépuisables et gratuites, mais difficilement utilisables : solaire, éolienne, hydrolienne, biomasse...! D'aucuns pensent qu'à défaut de pétrole nous disposerons encore de l'énergie nucléaire qui, dit-on, ne pollue pas, est inépuisable, et serait bien maîtrisée par nos savants...! Mais cela suppose le maintien d'un mode de vie sociale très centralisé, ultrasécurisé, alors qu'on ne sait pas encore traiter ces déchets indestructibles et irradiants dont nous ne savons que faire. Dans une démocratie vivante, c'est-à-dire où l'avis de chacun compte autrement qu'à l'occasion de scrutins espacés, il va nous falloir, au contraire, entrer dans l'ère de la gestion décentralisée de la pluralité, du complexe, de la créativité et de l'inventivité des citoyens.

À la différence du marin de Christophe Colomb qui, de sa vigie, criait « terre » avec espérance, devons-nous crier « Terre » avec angoisse parce que nous avons peur de perdre cette Terre-Mère comme dit Jean Malaurie, cette Terre-Patrie comme disait Edgar Morin. Bref, comment guérir du Mal de Terre qu'évoque, de son côté, Hubert Reeves ?

Dans son ouvrage Vers la paix perpétuelle, Emmanuel Kant prédisait que, la Terre étant ronde, l'humanité irait vers son unité, à cause de l'indispensable fraternité universelle. Mais Kant a été trahi parce qu'on a cru pouvoir réaliser l'universalité par la soumission au plus puissant, donc par les armes, et non par l'hospitalité. Écologie et non-violence ont aujourd'hui parties liées pour donner un contenu très concret à la mise en œuvre de cette hospitalité politique enfin extraite du rêve et de l'illusion. À nous d'en être les acteurs.

● *Yvette Bailly était présente à ces journées organisées par le gouvernement sur le thème de la violence à l'école. Dans cet article, elle nous fait part de son ressenti.*

Etats Généraux de la sécurité à l'école : « Comprendre, prévenir, agir »

Climat Général

Les états généraux ont réuni 800 personnes environ. Etaient présents, autour du comité scientifique mené par Eric Debardieux et composé de divers experts internationaux, de très nombreux personnels du ministère de l'éducation, beaucoup de recteurs, d'inspecteurs, de chefs d'établissement scolaires, des professeurs d'université, des chercheurs, les différents syndicats enseignants, les syndicats lycéens, les associations de parents d'élèves, la MGEN, la Ligue de l'Enseignement, les CEMEA, des policiers, des personnels de la justice.... Le public était à 90 % masculin, (les intervenants aussi) et composé de personnes en fin de carrière pour la plupart. Les médias étaient très présents. Luc Chatel est resté pendant toute la durée des états généraux, deux autres ministres ont été présents ponctuellement, Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur, est intervenu 10 minutes en discours de clôture, Mme Alliot Marie, garde des sceaux et ministre de la Justice, a participé à l'atelier « Quels partenariats locaux contre la violence ? ».

Quelque soit l'analyse politique que chacun peut faire, on peut constater que le ministre de l'éducation veut prendre au sérieux la violence à l'école et a pris les moyens d'organiser ce temps de débat pour comprendre, prévenir, et agir.

J'ai pu constater que les discours sécuritaires étaient très minoritaires ; à part l'intervention de Brice Hortefeux, et celle d'Alain Bauer, criminologue, président du Centre d'Orientation de l'Observatoire National de la Délinquance, réputé pour ses propos réactionnaires, tous les intervenants insistaient sur la nécessité de faire de la prévention. Russel Skiba, un spécialiste de la violence scolaire aux Etats unis est intervenu en séance plénière et aussi en atelier pour expliquer que la tolérance zéro dans les établissements scolaires américains, avec vidéo surveillance, portique, exclusion définitive,... était un échec.

Voici d'abord les idées principales qui ont traversé les débats :

- il y a quelques cas de violences graves dans les établissements scolaires, cela reste exceptionnel ;
- dans le quotidien, ce sont plutôt des micro-violences qui dégradent le climat de l'établissement ;
- les élèves sont auteurs de violences mais sont aussi les premières victimes de violence ;
- la dégradation des conditions de l'exercice du métier d'enseignant participe à une certaine violence institutionnelle envers les élèves et les personnels (réduction du nombre d'enseignants, globalement diminution de la présence d'adultes, suppression des dispositifs d'aide, inquiétude sur la nouvelle organisation de la formation des enseignants....) ;
- le droit et les principes démocratiques ne sont pas toujours respectés à l'intérieur de l'école, notamment lors des conseils de discipline.

Des solutions existent et ont été évoquées :

- des équipes stables qui travaillent ensemble autour de projets d'établissement, en lien avec les structures de quartier et les parents d'élèves ;
- davantage de formations spécifiques sur la gestion de la classe, et l'apprentissage à la citoyenneté pour les élèves ;
- un travail permanent sur le règlement intérieur, sur la graduation des sanctions, sur la cohésion de tous les adultes dans l'application des règles. Le défi face aux élèves difficiles est le maintien dans l'institution plutôt que leur exclusion ;
- développer la formation des élèves délégués, la médiation entre pairs ;
- lutter contre l'échec scolaire et la mobilisation de tous les élèves dans les apprentissages et l'envie d'apprendre ;
- travailler sur des nouveaux outils pour mesurer la violence, sécuriser davantage les abords de certains établissements par la lutte contre les trafics, contre les bandes violentes et les intrusions dans les établissements.

Ma participation

J'ai pu parler 2 minutes avec Luc Chatel, il était accompagné par Jonathan Derai, son chef de cabinet. Lorsque je me suis présentée et que j'ai remis au ministre la contribution de la coordination et le programme, Mr Derai a tout de suite réagi en disant : « J'ai bien en tête votre petit cahier d'école (en parlant du programme) il y a dedans de bonnes propositions que nous sommes en train d'étudier ».

Il avait un souvenir précis de la rencontre qu'il y a eu dernièrement entre la coordination et lui. Il semble donc que nous soyons identifiés, c'est déjà bien. Luc Chatel a été cordial, me remerciant pour le travail que nous menons pour cette cause commune de la lutte sur la Décennie, la Coordination et le programme pour une éducation à la non-violence, à la paix à l'école, intervention qui a eu un bon écho.

Je me suis présentée aux personnes suivantes qui m'ont paru pouvant porter nos idées, et à toutes j'ai remis un programme :

- Monsieur Georges Fotinos, conseiller du président de la MGEN qui paraît très influent au ministère, il a été chargé de mission à l'IGEN et a fait plusieurs études notamment sur les conseils de discipline. Il connaît la coordination et Jacques Fortin, il va quitter la MGEN et aura plus de temps à nous consacrer m'a-t-il dit ;
- Madame Monique Sassier-Robert: médiatrice de l'Education nationale et de l'enseignement supérieur ;
- Pierre-Yves Dumoye, secrétaire général au ministère de l'éducation nationale ;
- Jean-Michel Blanquier, directeur général de l'enseignement scolaire au ministère de l'éducation nationale ;
- Edwige Royer, professeur à l'université Laval à Québec, nous avons surtout échangé sur l'enseignement des compétences psycho-sociales.

Je n'ai pas eu l'occasion de parler à Eric Debardieux il était très sollicité par les médias, ni à Jean Marc Roirant,

secrétaire général de la Ligue de l'enseignement.

« Tout a été dit, tout reste à faire » Voilà le commentaire de Philippe Mérieu à l'occasion des Etats Généraux. Effectivement, je pense qu'on peut se retrouver en accord avec le discours majoritaire de ces états généraux, dont j'ai relevé plusieurs éléments :

- Luc Chatel, dans sa conclusion, a annoncé qu'il allait renforcer la formation à la gestion des conflits dans la formation initiale des enseignants, et lors de la première année de prise de fonction les enseignants auront une formation sur la gestion de la classe.

- Plusieurs intervenants ont souligné l'importance de l'acquisition des compétences psycho-sociales des enfants du primaire (l'estime de soi, le respect, l'acceptation de la différence, un travail sur le vocabulaire et sur ses émotions...) pour aider à prévenir la violence. Les différents chercheurs du comité scientifique ont souligné l'importance du soutien mutuel entre enseignants et la diffusion rapide de bonnes pratiques. C'est l'objectif que nous poursuivons avec la mise en place du réseau école.

- La question de l'élaboration des règles communes et de la sanction, sujet sur lequel on travaille depuis longtemps, a été évoquée à plusieurs reprises.

Les discours c'est bien, mais comment faire pour que cela passe par des actes ?

Il me semble qu'il faut qu'on s'appuie davantage sur le socle commun des connaissances et des compétences mis en place par la loi Fillon, en montrant que l'acquisition de compétences psychosociales développant les habilités sociales et civiques rentrent tout à fait dans ce qui est préconisé. Malgré les incantations à travailler avec des partenaires extérieurs, l'école a encore beaucoup de mal à s'ouvrir à l'extérieur, cet état d'esprit ne facilite pas le travail que nous souhaitons mener avec l'Education Nationale.

Yvette Bailly,
Vice présidente
de la Coordination de la Décennie.

**Forum d'été
du 25 au 30 juillet 2010
à Bois-le-Roi (77)**

La non-violence en 2010: Penser Résister Construire

Le **FORUM 2010 du MAN** prend place au cœur d'une actualité brûlante : la violence submerge le monde et menace l'humanité plus que jamais. « À la violence dire non » n'est plus seulement une exigence spirituelle, c'est devenu une nécessité politique vitale.

L'ambition des États semble se limiter à endiguer la violence par la force des armes. Toute résistance est, à raison ou à tort, taxée de terrorisme ! L'échec historique des politiques fondées sur la violence, agressive ou défensive, est patent. Mais, là comme ailleurs, les hommes savent ce qu'il ne faut plus faire avant de savoir ce qu'il faut faire.

La responsabilité des acteurs de la non-violence ne consiste évidemment pas à donner des leçons au monde entier ! Plus importe d'engager sa vie dans la recherche des fins et la pratique corollaire des moyens qui font régresser cette violence systémique et séculaire maintenant son empire sur l'espèce humaine tout entière.

Entre l'absence déconcertante de perspectives philosophiques et l'exacerbation des fanatismes, il s'agit, pour qui cherche sa voie, de retrouver foi en nous-mêmes, d'abord, et d'affronter, à notre mesure, les défis sans pareils que rencontrent les peuples en ce début de XXI^e siècle.

Notre Forum veut être un lieu de redynamisation de tous ceux qui ne baissent pas les bras face à une conjoncture redoutable et effrayante. Nous devons mesurer l'importance des périls écologiques, économiques, sociaux, militaires, et donc en effectuer les analyses, nous opposer aux causes des violences perpétrées et préparer des réponses d'avenir. Bref, ensemble, il n'a jamais été aussi urgent de : « penser, résister et construire » !

Programme:

25/07: *Accueil*

26/07: *Pouvoir dire non, oser la désobéissance*

27/05: *Penser globalement, agir localement*

28/05: *Vivre simplement*

29/05: *Vivre le conflit*

30/05: *Vivre en mouvement*

Programme détaillé et fiche d'inscription téléchargeables sur le site du MAN

www.nonviolence.fr

Inscription impérative avant le 5 juillet

Pour plus d'information:

man.caroline@nonviolence.fr

01.45.44.48.25

Campagne du MAN : ça décolle !

La Campagne du MAN rebondit comme prévu, décolle même !

Un débat parlementaire, avec le vote d'une loi pour interdire toute publicité télévisée destinée aux enfants, sur toutes les chaînes de télévision, - comme cela existe déjà en Suède - va avoir lieu cet automne à l'Assemblée nationale. Actuellement, un groupe de parlementaires, sous la houlette du sénateur Vert Jacques Muller, auditionne nutritionnistes, pédiatres, chercheurs... pour étayer ce dépôt de loi. Lire l'Argumentaire de la Campagne MAN, « Télévision, pas de publicité destinée aux enfants », téléchargeable sur www.nonpubenfants.org.

Les événements s'enchaînent en boucles :

- Début juillet, dépôt de la loi en vue du débat parlementaire à la fin de l'automne.
- Rentrée scolaire, parution d'un sondage dans la presse nationale sur le thème « Télé, pas de pub destinée aux enfants »¹.
- Mi-septembre, conférence de presse pour annoncer aux médias le dépôt de loi et le débat qu'il va susciter en novembre à l'Assemblée nationale. Les groupes MAN sont invités à être alors dans la rue, et cela jusqu'au mois de novembre, pour faire régulièrement des actions « Heures de Silence », alimentant le site www.nonpubenfants.org vers lequel des journalistes auront les yeux tournés. Il nous faut mobiliser les opinions publiques, or les heures de silence en seront le levier pour que la presse parle et débâte de la loi². En plus les heures de silence amènent de nouveaux adhérents dans les groupes.
- Fin octobre : nouveau Colloque au Sénat (plus important que le premier d'octobre 09), sur le thème de la loi « Télé, pas de pub destinée aux enfants ». Ce Colloque va permettre de maintenir la tension face à nos adversaires. N'allons pas nous imaginer que les lobbies industriels vont cesser de vanter leurs sodas et produits sucrés et salés, leurs vêtements dernier cri... sur simple demande ! De plus, les publicitaires sont des manipulateurs.
Il va y avoir rapport de forces !
- Novembre, débat et vote de la loi à l'Assemblée nationale.

1. Merci à ceux et celles qui ont participé au financement de ce sondage, actuellement commandité.

2. Deux journées de formation à l'Heure de Silence sont en train d'être programmées en septembre, par exemple l'une en Bretagne et l'autre en Bourgogne. Le but est que chaque groupe MAN envoie à l'une ou l'autre de ces journées au moins un-e militant-e, qui, à son retour pourra organiser avec son groupe des actions « Heures de Silence ». Ce type d'action est simple à vivre, facile à renouveler, mais il faut auparavant résoudre de nombreuses questions techniques pointues. C'est ce qui sera étudié, expérimenté et mutualisé lors de ces formations décentralisées. Demander les dates définitives à Katia Roux, coordinatrice du MAN : 01.45.44.48.25 man.katia@wanadoo.fr



MAN-Infos, abonnement 15 € par an, pour les non adhérents.

Responsables de la rédaction :
Marc Dauguet - Elisabeth Maheu

Maquette : Patrick Lescure

Mise en page : Valérie Banaré

Mouvement pour une Alternative Non-violente :
114 rue de Vaugirard, 75006 Paris
01 45 44 48 25

man@nonviolence.fr
www.non-violence.fr